

Guinée-Bissau: attaque contre la résidence présidentielle, au moins un mort

BISSAU (AFP) - lundi 24 novembre 2008 - 0h57 - Des militaires ont attaqué dimanche la résidence du président de Joao Bernardo Vieira, faisant au moins un mort, une semaine après des élections législatives censées apporter la stabilité à ce petit pays pauvre et instable d'Afrique de l'ouest. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a "fermement condamné" cette attaque, selon un communiqué onusien. "Le secrétaire général a pris connaissance avec une grande inquiétude des informations sur l'implication présumée d'éléments des Forces armées de Guinée Bissau dans l'attaque et les appelle à s'abstenir de toute action qui pourrait déstabiliser encore plus le pays", indique le communiqué.

Le chef de l'Etat bissau-guinéen a affirmé au président de la Commission de l'Union Africaine (UA) Jean Ping que la "mutinerie" de militaires contre lui avait échoué. Mais la situation restait très tendue dans ce pays, plaque tournante du trafic de cocaïne sud-américaine vers l'Europe. L'attaque de la résidence présidentielle a été menée vers 03H00 (locales et GMT) par un groupe de militaires. Deux heures plus tard, des "coups de feu" ont été entendus près de la caserne de Mansoa (70 km de la capitale), une des plus importantes du pays, selon des témoins. "Nous avons enregistré un mort du côté des assaillants et plusieurs blessés dans nos rangs" lors de l'attaque de la résidence présidentielle, a indiqué sous couvert d'anonymat un responsable au ministère bissau-guinéen de l'Intérieur. Dimanche, la situation était "sous contrôle" et la zone où habite le chef de l'Etat est "entièrement quadrillée par nos éléments", a affirmé une source à l'état-major de l'armée. Selon le responsable du ministère de l'Intérieur, au moins "trois assaillants" ont été arrêtés et sont interrogés. Mais plusieurs autres ont réussi à s'enfuir et "à subtiliser une importante quantité d'armes entreposées dans la cour arrière de la résidence présidentielle", selon un élément de la garde présidentielle.

Un neveu de l'ex-président Kumba Yala, le sergent Alexandre Tchama Yala, présenté comme "l'homme qui a dirigé les opérations" et "le cerveau" est en outre activement recherché, a-t-on appris auprès de l'état-major de l'armée. En début d'après-midi, le président de la Commission de l'UA a fait savoir que lors d'une nouvelle conversation téléphonique avec le président Vieira, ce dernier l'avait "informé de l'échec de la mutinerie qui a éclaté (dimanche) matin". Mais "la situation demeure encore précaire et, comme telle, requiert une attention soutenue", a poursuivi M. Ping qui a réitéré "l'attachement indéfectible de l'UA au respect de la légalité".

Les Nations unies, l'Union européenne (UE) et la Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) ont condamné cette attaque "avec véhémence", dans un communiqué commun. Le Portugal, ex-puissance coloniale, a également condamné les violences et appelé au "respect de l'ordre constitutionnel". Dès le début des troubles, le président Viera avait téléphoné à son homologue et voisin, le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade, qui a alerté la communauté internationale. Mutinerie motivée par des intérêts catégoriels ou tentative de coup d'Etat, le flou subsistait dimanche sur les motivations des assaillants. Mais "il y avait des signes avant-coureurs que nos agents avaient noté ces derniers jours", a déclaré à l'AFP le ministre de l'Administration interne (Intérieur) Cipriano Cassama.

Ces violences interviennent après la publication vendredi des résultats provisoires des élections législatives du 16 novembre, donnant une large victoire (67 sièges sur 100) à l'ex-parti unique de Guinée-Bissau, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap vert (PAIGC).

Ces résultats avaient été vivement contestés par Kumba Yala, élu président en 2000 et renversé en 2003 par l'armée, et chef du Parti de la rénovation sociale (PRS, 35 députés dans l'Assemblée sortante). Selon les résultats officiels provisoires du scrutin de dimanche, le PRS a obtenu 28 sièges sur 100. M. Yala avait "lancé un appel pressant à tous les militants, sympathisants et dirigeants du PRS afin qu'ils ne reconnaissent pas les résultats manipulés" des élections.

L'AGRICULTURE AFRICAINE EST DEVENUE INCITATIVE POUR L'INVESTISSEMENT PRIVE

Les Afriques, 24-11-2008

Avec la crise alimentaire, notre agriculture a retrouvé une compétitivité réelle et est devenue incitative pour l'investissement privé. Les conditions économiques d'une relance du secteur agricole sont réunies, estime Baba Dioum, coordonnateur de la Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre, CMA/AOC.

Baba Dioum : « *Le grand défi des pouvoirs publics africains est d'amener le secteur privé à investir massivement dans le secteur agricole au lieu de se tourner vers des importations de plus en plus coûteuses.* »

Les Afriques : Quelles sont les causes véritables de la crise alimentaire ?

Baba Dioum : Les causes sont multiples et variées, allant des causes structurelles aux causes conjoncturelles. Parmi les causes structurelles, il faut surtout noter la faible capacité de production de l'agriculture africaine qui, aussi bien pour les céréales que pour les légumineuses, a la plus faible productivité dans le monde. Cela découle des politiques agricoles antérieures qui n'ont pas permis au secteur de réaliser des taux de croissance supérieurs à la croissance démographique. Notre continent est la seule région du monde importatrice nette de produits alimentaires. Du fait que l'agriculture est restée dans bien des pays une petite agriculture paysanne, donc généralement une agriculture de subsistance plutôt que tournée vers et tirée par le marché. Le désengagement des Etats et la libéralisation économique n'ont pas permis au secteur privé de remplacer l'Etat et de répondre aux sollicitations diverses.

Pour les causes conjoncturelles, il faut les situer au niveau de l'offre et de la demande. Les sécheresses et inondations ont entraîné des baisses de production, notamment chez les grands pays producteurs de denrées alimentaires (céréales, lait, oléagineux, etc.). Du côté de la demande, le changement des habitudes alimentaires dans les pays émergents l'utilisation accrue des biocarburants ont tiré la demande en produits alimentaires.

LA : La CMA/AOC est justement chargée de réfléchir à ces questions ? N'avait-elle rien vu venir ?

BD : Dès 1994, dans un document intitulé « Stratégie de relance et de croissance agricole dans les pays membres de la CMA/AOC », nous avons analysé les obstacles à la croissance agricole pour dégager les principaux éléments d'une stratégie de relance et de croissance agricole. Les grands défis d'alors, qui restent d'actualité, étaient entre autres de porter le taux de croissance agricole de 2 à 4% dans le but de réduire la facture des importations alimentaires et d'inverser la tendance à la baisse des recettes d'exportation, de réduire sensiblement la pauvreté, notamment en milieu rural, et d'améliorer la sécurité alimentaire, de créer des emplois en milieu rural à dans le but de ralentir l'exode rurale ; de gérer durablement les ressources naturelles à travers la promotion de technologies améliorées et d'augmenter la productivité des terres.

Cette stratégie était surtout basée sur une plus grande intégration des marchés intérieurs et régionaux pour développer les échanges de produits agricoles entre les différents pays et à l'échelle régionale, à travers l'exploitation des complémentarités entre les pays côtiers et les pays sahéliens. Le développement du commerce régional a toujours été notre credo pour réaliser la sécurité alimentaire qui sera régionale ou ne sera pas.

Cette crise alimentaire n'est rien d'autre qu'une vérité des prix avec l'élimination des subventions à l'exportation des produits européens et américains.

Malheureusement des mesures asynchrones et non cohérentes ont rendu impossible la création de véritables marchés régionaux des produits agricoles qui fonctionnent sans distorsions. Les taux de change et les niveaux de taxes aux frontières ont plus favorisé les importations et les aides alimentaires qui ont, en outre, créé des distorsions, et donc condamné les pays à importer des produits alimentaires à moindre coût pour faire face à certaines situations.

LA : Les solutions préconisées par les pays semblent s'éloigner de vos stratégies. Chaque pays veut s'auto-suffire en tout. Que faites-vous contre cette tendance coûteuse et autarcique ?

BD : Les solutions d'urgence proposées par les pays individuellement pour faire face à la crise ne sauraient être durables et les institutions bilatérales et multilatérales ont répondu en proposant des programmes à court terme sans toujours mettre en exergue la vision à long terme. Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) donne des solutions durables à la crise alimentaire en Afrique à travers l'intégration des marchés régionaux pour mieux exploiter les complémentarités entre les différents pays. Le continent africain possède suffisamment de ressources (hommes, terres et eaux) pour produire à l'échelle continentale les besoins alimentaires de tous les Africains. Nous ne cessons de sensibiliser les leaders africains à la nécessité de développer les chaînes de valeurs qui permettraient aux petits producteurs d'avoir accès au marché international et que ce marché conditionne et tire la production.

LA : Quelle est la bonne solution pour que les pays d'Afrique de l'Ouest et du centre soient à tout jamais débarrassés des crises alimentaires.

BD : A quelque chose, malheur est bon. Si la crise alimentaire a frappé durement les économies des pays en développement, c'est également une bonne opportunité et une amélioration sensible de la compétitivité de leurs produits. Cette crise alimentaire n'est rien d'autre qu'une vérité des prix avec l'élimination des subventions à l'exportation des produits européens et américains.

Notre agriculture ayant retrouvé une compétitivité réelle est devenue incitative pour l'investissement privé. Le grand défi des pouvoirs publics africains est d'amener le secteur privé à investir massivement dans le secteur agricole au lieu de se tourner vers des importations de plus en plus

coûteuses. Les conditions économiques d'une relance du secteur agricole sont réunies, d'autant plus que la crise, d'après la plupart des spécialistes, va perdurer au moins jusqu'en 2017 pour la plupart des produits alimentaires.

Les pays africains importateurs nets de produits alimentaires sont contraints et forcés de réfléchir sur le long terme à la manière la moins onéreuse de nourrir leurs populations.

Un investissement ciblé dans le secteur agricole et une meilleure intégration des marchés agricoles pourra permettre de se prémunir contre les crises alimentaires en identifiant les zones à forte potentialité et celles à forts besoins alimentaires afin de créer de véritables pôles de développement en Afrique, d'ouvrir et d'intégrer les marchés régionaux. C'est à ce prix que les nombreuses initiatives trouveront une meilleure cohérence dans un marché agricole qui fonctionne sans distorsion, aux mieux de ses avantages comparatifs.

Côte d'Ivoire-Santé –Intoxication alimentaire 16 morts par intoxication alimentaire au Centre-Est de la Côte d'Ivoire

APA-Abidjan (Côte d'Ivoire) Au moins seize personnes sont mortes dimanche à Ahounienfoutou, village de la sous-préfecture de N'guessankro dans le département de Bongouanou à la suite d'une contamination alimentaire, a appris APA dimanche soir de bonne source. Selon un agent de l'Agence nationale pour le développement rural (ANADER) exerçant dans la zone, contactée par APA les premières victimes ont été découvertes vers 9h GMT.

« Elles bavent et transpirent beaucoup et ont le regard perdu comme s'ils voyaient quelque chose de surnaturel », a-t-il expliqué. De 14 décès dans la matinée, l'hôpital de Bongouanou a enregistré vers 19 heures au total 16 morts, a de son côté révélé à APA un correspondant local d'un organe de presse joint au téléphone.

A en croire la même source, des médecins de l'hôpital général de Bongouanou où ont été référées les victimes, ont affirmé que les morts seraient causés par une intoxication alimentaire. Chacune des victimes, parmi lesquels des enfants et quatre élèves, aurait déjeuné avec de la bouillie de maïs vendue par une dame du village. Les ministres Désiré Tagro de l'Intérieur et Allah Kouadio Rémi de la santé et de l'hygiène publique ont dépêché sur place une équipe d'intervention et des médicaments pour apporter les premiers soins aux populations, a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, deux médecins ont quitté Dimbokro pour aller prêter main forte à leurs collègues de Bongouanou. Le président Laurent Gbagbo est attendu ce lundi à Ahounienfoutou, village situé à 30 km de Bongouanou en attendant les résultats des analyses des prélèvements qui sont en cours dans la capitale économique ivoirienne. En 2001, le village de Labokro, 40 km de Yamoussoukro dans la sous-préfecture d'Attégouakro a connu pareille situation, avec une trentaine de décès.

LS/aft/APA 2008-11-24

Bénin - Braquage - Bilan Le braquage des deux banques privées de Cotonou, fait 6 morts et 400 millions de francs CFA emportés

APA- Cotonou (Bénin) - Six personnes sont mortes et une vingtaine autres blessées, lors du braquage de deux banques privées de Cotonou, notamment Eco Bank et Diamond Bank, survenu dans la nuit de vendredi dernier, au marché de Dantokpa, au cours duquel, les bandits ont emporté une somme de 400 millions de francs CFA, a appris lundi APA, de source policière.

Selon les témoignages recueillis par APA, dans le marché de Dantokpa, les deux groupes de bandits seraient arrivés vendredi nuit sur les lieux par deux différents moyens de transports. Le premier groupe dont le nombre n'est pas connu serait arrivé dans le marché à bord d'une barque motorisée, alors que le second par voie terrestre à bord d'un véhicule tout terrain « Lande Rover ». Ces deux groupes de bandits, selon les mêmes sources, auraient, dans un premier temps, tiré des coups de feu en l'air, créant ainsi, la débâcle générale au sein des usagers de ce marché international, avant de s'attaquer aux institutions financières.

Dans leur braquage, un groupe de ces hors la loi, a réussi à pénétrer dans l'enceinte des deux banques avant de s'attaquer aux caisses de ces institutions financières, alors que le second groupe échangeait des tirs nourris avec les gardes de la sécurité publique. Devant la riposte des éléments de la sécurité publique, les malfrats ont pris la fuite, tout en emportant plus de 350 millions au niveau de Eco Bank et près de 40 millions de Diamond Bank.

MT/of/APA 2008-11-24

Les fonds gelés de Mobutu pourraient être débloqués

AFP le 23/11/2008

Les autorités helvétiques ont tenté de prendre contact avec les héritiers de Mobutu en leur proposant de renoncer à l'héritage, mais sans succès, a indiqué le journal.

Les fonds gelés en Suisse de l'ancien président zaïrois, le maréchal Mobutu Sese Seko, risquent d'être débloqués d'ici le 15 décembre et les héritiers de l'ex-dictateur pourront faire valoir leurs droits, indique dimanche la presse helvétique.

Depuis la chute de Mobutu en mai 1997, quelque huit millions de francs suisses (5,2 millions d'euros) sont bloqués dans la Confédération mais le gel des avoirs de l'ancien président pourrait prendre fin d'ici le 15 décembre, faute d'un prolongement de la procédure, affirme le journal dominical 'NZZ am Sonntag'. "Il y a de fortes chances que ces fonds soient finalement restitués au clan Mobutu", a confirmé le vice-directeur de la Direction du droit international public (DDIP), du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), Valentin Zellweger, à l'agence de presse suisse ATS. Avec l'expiration de la procédure, les héritiers de Mobutu pourront automatiquement accéder à ces fonds, les autorités suisses n'ayant pas la capacité de les confisquer, poursuit le journal.

Anticipant l'expiration du gel des fonds, la ministre suisse des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, a adressé une lettre au président de la République démocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila, lui demandant de prendre une décision au sujet de cet argent, poursuit le NZZ. L'ambassadeur de Suisse à Kinshasa a remis cette lettre en mains propres à M. Kabila le 12 novembre, selon le journal suisse.

"Nous avons eu de nombreux contacts avec Kinshasa. Ce printemps, nous avons même demandé l'assistance de la Banque mondiale. Le gouvernement congolais a finalement répondu formellement en octobre qu'il n'agirait pas", a souligné M. Zellweger. Les autorités helvétiques ont également tenté de prendre contact avec les héritiers de Mobutu en leur proposant de renoncer à l'héritage, mais sans succès, a indiqué le journal. Selon la NZZ, le mutisme des autorités congolaises serait dû à la présence au gouvernement de Nzanga Mobutu, fils de l'ex-dictateur zaïrois, à l'un des postes de vice-Premier ministre.

La justice suisse avait déjà décidé en 2006 de débloquer une partie des fonds, soit 2,35 millions de FS, de l'ancien président du Zaïre au profit d'un ancien homme de confiance du dictateur. M. Zellweger admet qu'il existe une lacune dans la législation suisse dont le cas Mobutu est une "malheureuse illustration". "Les héritiers savent que d'après le droit suisse, ils n'ont qu'à attendre pour récupérer l'argent bloqué", a-t-il concédé.

"De tels cas ont des retombées très négatives pour l'image de la Suisse. Même si nous pouvons dire en toute bonne conscience que nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, il est très insatisfaisant de voir qu'actuellement la réputation de la place financière suisse dépend un peu de la volonté d'un gouvernement étranger", a poursuivi le responsable des Affaires étrangères. Mais une modification législative est à l'étude pour qu'un tel scénario ne soit plus possible à l'avenir, a-t-il expliqué.

Malamine Koné : « Pour le moment, mon action au Mali et en Afrique est d'ordre humanitaire » Interview du patron de l'équipementier sportif Airness

samedi 22 novembre 2008, par Stéphane Ballong

Au Mali, le mois d'octobre est celui de la solidarité envers les personnes défavorisées. Malamine Koné, créateur de la marque Airness et parrain national de l'édition de cette année, y a passé dix jours à ce titre, à la fin du mois dernier. Pendant ce séjour, il a fait des dons et apporté son soutien à plusieurs structures sociales du Mali. Le président directeur de l'équipementier sportif, qui se dit très attaché à ce pays qui l'a vu naître, compte y investir pour créer de l'emploi. Pour l'heure, ses actions sont humanitaires.

La 14e édition du mois de la solidarité au Mali, s'est achevée le 31 octobre. Selon le ministre du Développement social, de la solidarité et des Personnes âgées de ce pays, la contribution de la société civile, pendant cette période destinée à soutenir les personnes défavorisées, a atteint environ 600 millions de Franc CFA (plus de 923 000 euros), soit 100 millions de plus que l'année dernière. Pour la première fois, cette année, l'opération a été lancée au sein de la diaspora malienne, à Paris. Une caisse de solidarité a été ouverte à cette occasion. Malamine Koné, le PDG de l'équipementier sportif, fait le bilan de cette édition dont il était le parrain national et parle de ses ambitions politiques.

Afrik.com : Vous avez été choisi, cette année, comme parrain du mois de la solidarité au Mali. A ce titre vous y avez effectué un séjour de dix jours, fin octobre, pour faire de multiples dons à des structures sociales. Quel bilan faites-vous de cette 14e édition du mois de la solidarité ?

Malamine Koné : Le bilan est plutôt positif. Il y a eu une forte mobilisation des Maliens. Cela prouve

qu'ils se sentent concernés par la solidarité et qu'ils ont compris que c'est un élément essentiel pour le développement du pays. Et pour moi, c'était une fierté d'être le parrain de ce mois. C'était l'occasion d'aller expliquer aux Maliens que la solidarité, ce n'est pas forcément le riche qui vient donner au pauvre. On a chacun quelque chose à apporter à l'autre. Le pauvre peut aussi, par son expérience ou un don de sang par exemple, venir en aide à d'autres personnes. Le pauvre a autant à apporter au riche, que le riche au pauvre. La solidarité c'est la clé qui permettra au continent africain d'ouvrir, comme je le dis souvent, la porte des opportunités, c'est elle qui nous permettra d'être plus forts face à nos nombreuses difficultés. C'était donc pour moi une fierté d'avoir été le parrain national de ce mois. Parce que c'est le mois où on dit un seul homme ne peut pas, mais tous ensemble on sera plus fort. Je pense que c'est la seule voie pour le continent de s'en sortir.

Afrik.com : Vous avez lancé, c'était une première, le mois de la solidarité au sein de la diaspora à Paris. Qu'est ce que cela a donné ?

Malamine Koné : J'ai demandé l'implication de la diaspora parce que le mois de la solidarité du Mali concerne tous les Maliens : la diaspora comme ceux qui vivent au Mali. J'ai souhaité que le coup d'envoi soit donné au foyer Bara [Montreuil, Ndr] pour plusieurs raisons. La première était de rendre hommage à nos parents et nos grands parents qui ont fait des voyages périlleux à la quête du mieux être. C'est grâce à eux que nous sommes devenus ce que nous sommes aujourd'hui. Ensuite, la diaspora est un élément incontournable dans le développement du Mali et du continent dans son ensemble, et elle est déjà naturellement solidaire. Il y a également eu une forte mobilisation de ce côté-là. Ils sont même prêts à renouveler l'expérience l'année prochaine. Je leur ai proposé d'organiser une caisse de solidarité nationale.

Afrik.com : On a vu Malamine Koné, au Mali, faire des dons de plusieurs tonnes de nourriture, articles scolaires aux personnes défavorisées. C'est forcément bon pour l'image. Mais combien cela vous a coûté ?

Malamine Koné : La solidarité n'a pas de prix. Je n'ai pas pris ma calculatrice pour estimer combien cela m'a coûté. J'ai voulu faire passer un message : montrer aux Maliens que la réussite ou la richesse c'est quelque chose qui doit se partager. C'est important. Le sens du partage ne se résume pas à la distribution de l'argent ou de denrées alimentaires. Le partage, c'est aussi celui des idées, des projets, etc...

Afrik.com : Vous avez dit sur la chaîne malienne de télévision ORTM : « je n'ai pas d'ambition politique parce que, aujourd'hui, je n'ai rien à proposer aux Maliens. Le jour où j'aurai des projets, je viendrai devant le peuple Malien et je lui dirai voila ce que je vous propose ». Est-ce qu'on peut imaginer un Malamine Koné, ministre, Premier ministre du Mali dans les années à venir ?

Malamine Koné : Certainement pas ministre.

Afrik.com : Président de la République alors ?

Malamine Koné : On ne sait pas de quoi sera fait demain. Pour le moment en tout cas, c'est clair je n'ai pas d'ambition politique. Je ne sais pas ce que la politique veut dire. Est-ce que c'est promettre des choses ? Est-ce que c'est promettre pour faire plaisir aux gens. Moi je sais je suis un homme d'action. J'aime tenir mes engagements, j'aime être franc avec les gens. On m'a dit que ce sont des valeurs qui ne sont pas compatibles avec la politique. On m'a dit qu'en politique il faut arrondir les angles, ce que je ne sais pas faire. Aujourd'hui, je n'ai pas d'ambition politique au Mali parce que je ne connais pas très bien le Mali et les Maliens. Je suis en train d'apprendre à les connaître. C'est la première fois que je suis allé aussi loin dans le Mali, que je découvre d'autres régions. J'ai également vu des problèmes au Mali. Beaucoup d'efforts ont été faits mais il reste encore beaucoup de chose à faire. Le gouvernement seul, n'y arrivera pas. C'est avec l'aide notamment de la diaspora qu'on pourra reconstruire le pays. Avoir des ambitions politiques, c'est avoir des projets, ou avoir des solutions à ces problèmes. Aujourd'hui, honnêtement, je ne n'ai pas la solution à ces problèmes, je suis en train de les découvrir. Le jour où j'aurai une solution à ces problèmes, j'irai voir les Maliens et je leur dirai : Oui, je suis prêt. Et ce jour là, j'aurai des ambitions pour être quelqu'un au Mali. Mais pas politique. Aujourd'hui, je suis encore jeune, je réfléchis, je découvre, j'analyse, j'observe, j'essaie de comprendre. Le jour où j'aurai compris, j'irai clairement expliquer au peuple et peut être que je serai un jour élu et ensuite jugé sur des résultats.

Afrik.com : Quels sont vos rapports avec le pouvoir en place au Mali ?

Malamine Koné : J'ai de très bons rapports avec ATT [Amadou Toumani Touré, Président Malien, Ndr]. C'est un homme extraordinaire, il sait écouter, donner leur chance aux autres. C'est aussi un homme d'action. Il a fait du Mali un exemple de démocratie en Afrique. Il a compris que les femmes étaient utiles et qu'elles étaient le nouveau visage du continent africain. Il a compris qu'il fallait s'appuyer sur elles et les impliquer dans le développement. Sur quinze ministres il y en a sept qui sont des femmes Je trouve cela intéressant. Ça veut dire que c'est quelqu'un qui a l'esprit d'ouverture. Il

arrive à la fin de son dernier mandat et je pense qu'il fait beaucoup pour le Mali et le continent africain parce qu'il a prouvé qu'on pouvait travailler efficacement ensemble dans la paix.

Afrik.com : Quels types d'investissements réalisez-vous au Mali et en Afrique en général ?

Malamine Koné : Pour le moment, ce que je fais au Mali et en Afrique en général, est d'ordre humanitaire. Mais je suis en train de mettre en place une cellule de réflexion sur l'économie. Parce que c'est là le sujet. Il ne suffit pas juste d'aller donner des denrées alimentaires. Il faut réfléchir très sérieusement sur la création d'emplois au Mali et en Afrique. Parce que c'est de cela qu'il s'agit. Nous avons pensé à plusieurs formules : Est ce qu'il fallait financer des projets ? Cela existe déjà. Il y a beaucoup d'institutions de micro finances. Mais est-ce que cela suffit ? Est-ce que donner de l'argent peut être une solution ? Parfois l'Africain a tendance à croire que son problème sera réglé s'il reçoit de l'argent. J'entends souvent les gens dire qu'il n'y a rien à faire en Afrique. C'est justement parce qu'il n'y a rien à faire que tout est possible en Afrique. C'est aussi aux gouvernements de nous donner des possibilités de réaliser des projets en Afrique. Des projets qui permettront de donner un coup d'accélérateur à nos économies car elles en ont besoin.

Afrik.com : Est-ce qu'on peut imaginer, à terme, une usine Airness au Mali ou ailleurs en Afrique ?

Malamine Koné : Je crois qu'aujourd'hui, c'est la meilleure chose qui pourrait arriver notamment au Mali parce que c'est le premier producteur de coton en Afrique. Mais ce serait compliqué. Il y aura beaucoup de chose à mettre en place, et une forte collaboration du gouvernement. Je ne pense pas qu'on soit encore prêt pour cela. L'énergie coûte encore beaucoup trop chère. Mais c'est une idée que j'ai en tête et que j'espère pouvoir réaliser un jour. On dit souvent qu'Airness est la marque du continent africain, mon rêve c'est qu'un jour les T-shirt Airness soient fabriqués en Afrique. Ça peut être ailleurs que la Mali. Le Burkina Faso, par exemple, produit aussi beaucoup de coton. Il faut qu'on arrive à se doter du savoir faire nécessaire nous permettant de délocaliser des usines vers l'Afrique.

SÉNÉGAL - Naufrage du Joola: une ONG sénégalaise craint "un deal" entre Paris et Dakar

23 novembre 2008 - par AFP

Une organisation sénégalaise des droits de l'homme a exprimé à Dakar sa crainte qu'un "deal" ait été passé entre la France et le Sénégal, qui nuirait à "l'intérêt des victimes" du naufrage du Joola, qui a fait plus de 1.800 morts en 2002. "Nous soupçonnons un 'deal' entre le Sénégal et la France pour dessaisir le juge (français) d'Evry (Jean-Wilfrid Noël), qui a refusé d'annuler les mandats d'arrêts internationaux" lancés en septembre contre de hauts dignitaires sénégalais pour leur responsabilité présumée dans le naufrage du ferry, a déclaré le président de l'Organisation nationale des droits de l'homme (ONDH) du Sénégal, Me Assane Dioma Ndiaye.

"Nous craignons que, de par les pressions (exercées sur la justice française) et pour préserver l'excellence des relations diplomatiques entre la France et le Sénégal, l'intérêt des victimes (du Joola) soit sacrifié", a-t-il ajouté lors d'un point-presse. En France, le parquet général avait fait appel des mandats visant l'ex-Premier ministre Mame Madior Boye et l'ex-ministre des Forces armées, Youba Sambou.

Et le 22 septembre, la justice sénégalaise avait lancé un mandat d'arrêt international contre le juge français, accusé de "forfaiture et actes de nature à jeter le discrédit sur les institutions" sénégalaises. Le juge Noël, en charge du dossier du naufrage du ferry, est pressenti pour prendre la présidence du Tribunal de grande instance de Cherbourg (ouest de la France). Des sources judiciaires interrogées par l'AFP ont récusé toute idée de nomination/sanction avancée par la presse sénégalaise. M. Noël, sollicité par l'AFP, n'avait pas souhaité s'exprimer.

AFRIQUE DU SUD -La Coupe des Confédérations, test crucial pour les Sud-Africains avant 2010

23 novembre 2008 - par AFP

Avec le tirage au sort de la Coupe des confédérations, l'Afrique du Sud se prépare à organiser en juin une répétition générale de la Coupe du monde de football 2010, qui aura valeur de test sur ses capacités à organiser un tel événement. "La Coupe des confédérations en 2009 en Afrique du Sud sera un appétissant apéritif pour le principal événement en 2010", se réjouit Irvin Khoza, président du comité local d'organisation.

Mais les inquiétudes sur la capacité du pays à organiser dans les temps cette compétition perdurent depuis le retrait en juillet du Stade de Port Elizabeth (sud) de la liste des structures d'accueil de la Coupe des confédérations, en raison de retards dans les délais de construction.

M. Khoza s'est pourtant voulu rassurant: les dix stades pour la Coupe du monde, réparties dans neuf villes, seront terminés d'ici décembre 2009 malgré le surcoût, lié notamment à l'explosion du prix des matières premières. Le budget du stade au Cap (sud-ouest) a ainsi explosé de 50%. "Nos stades ne sont plus des impressions artistiques admirées sur le papier. Ils prennent rapidement forme pour que tout le monde les voie et les admire", s'enthousiasme le responsable. Avec ces nouveaux équipements sportifs, le gouvernement joue la carte du grandiose avec des girafes géantes au stade de Mbombela à Nelspruit, près du célèbre parc Kruger. "Seul un acte de Dieu peut éloigner la Coupe du monde d'Afrique du Sud", a lancé mercredi, sur un ton tout aussi grandiloquent, devant des représentants du Parlement, le directeur du comité local d'organisation Danny Jordaan. Outre le budget de l'Etat pour la construction des stades, la FIFA consacre 34,5 millions de dollars (27,5 M EUR) pour la Coupe des confédérations et un milliard pour la Coupe du monde, selon sa porte-parole Delia Fischer. Le comité local dispose de 423 millions de dollars (environ 338 M EUR) pour les deux événements. L'organisation en elle-même ne pose pas de véritable problème, estiment certains critiques, qui s'inquiètent surtout du fort taux de criminalité et du risque de coupures d'électricité pendant les matches.

Dans un pays où environ 50 personnes sont tuées chaque jour, les responsables de la sécurité ont promis de s'attaquer à la criminalité de manière "ferme et intransigeante". La police française entraîne les forces de l'ordre sud-africaines à des techniques de contrôle de foule. Des exercices à grande échelle ont déjà eu lieu et la police a été équipée de deux hélicoptères Robinson R44 Raven.

Concernant les capacités énergétiques, la compagnie nationale d'électricité Eskom tente d'augmenter sa production après les coupures quotidiennes dont a été victime le pays début 2008.

L'entreprise publique de communication Telkom cherche également à moderniser ses infrastructures pour installer l'internet à haut débit dans les dix stades, en vue d'une couverture en temps réel des matches par les médias. L'Afrique du Sud veut aussi améliorer routes et transports en commun en ouvrant des lignes de bus et en construisant son premier express régional, le Gautrain, entre Johannesburg et Pretoria. Mais rien ne dit que ces chantiers, parfois gigantesques, seront terminés dans les temps... Ces inquiétudes sont toutefois balayées par l'enthousiasme d'accueillir pour la première fois un tel événement sur le continent africain: près de 40.000 Sud-Africains se sont portés volontaires pour la Coupe des Confédérations, alors qu'il en fallait dix fois moins.

MOZAMBIQUE 24/11/2008 14.08

ÉLECTIONS ADMINISTRATIVES: NETTE VICTOIRE DU PARTI AU GOUVERNEMENT

La victoire du Front pour la libération du Mozambique (Frelimo) aux élections administratives de mercredi a été nette. Selon les résultats diffusés durant le week-end par la Commission électorale nationale, les candidats du parti au pouvoir, qui gouverne le pays depuis la fin de la guerre civile, ont remporté 42 mairies sur les 43 à pourvoir. L'agence de presse nationale Aim parle aujourd'hui d'une "victoire écrasante" et rappelle que dans la seule ville de Beira, la deuxième du pays, le maire ne sera pas un politicien progouvernemental mais un "indépendant". "Le Frelimo est le seul parti vraiment organisé – dit à la MISNA père Konrad Klich, missionnaire du Verbe divin à Maputo – et il n'a pas eu de difficultés à obtenir la majorité des voix". Selon les données officielles, le parti au gouvernement a également remporté la majorité relative ou absolue dans les 43 nouvelles assemblées municipales. "Malgré la pauvreté diffuse et le fait que les programmes sociaux du gouvernement n'atteignent pas souvent leurs objectifs – observe père Klich – ces dernières années le Mozambique a connu une forte croissance économique. Les nouvelles opportunités arrivent surtout de l'ouverture aux investissements étrangers".[VG/VV]

[CO]Misna